



CONFERENCE OF INGOs  
OF THE COUNCIL OF EUROPE  
CONFÉRENCE DES OING DU  
CONSEIL DE L'EUROPE

*Cellule veille Migration*

## **La libération de Carole Racket – une victoire pour l’humanité !**

La situation sur la mer Méditerranée s’aggrave, malgré les alertes des défenseurs des droits humains et malgré les recommandations de la Commissaire aux droits de l’homme du Conseil de l’Europe qui critique l’approche centrée sur les mesures empêchant les migrants et les réfugiés d’arriver en Europe au détriment de l’approche humanitaire fondée sur les droits humains.

L’absence d’une solution systémique et durable, le manque de solidarité envers les Etats concernés par l’arrivée de migrants à travers la Méditerranée (Grèce, Espagne, Italie), les mesures restrictives employées vis-à-vis de la société civile qui agit dans les limites du droit humanitaire et du droit maritime international, entraînent de nombreux citoyens à organiser le sauvetage en mer, remplir leur devoir éthique, en procédant à une désobéissance civile, risquant alors leur vie et leur liberté.

Le courage témoigné par Carola Racket, capitaine du dernier bateau de Sea Watch qui a accosté à Lampedusa, a réveillé une fois encore l’opinion publique et les parlementaires à travers l’Europe. Nous ne pouvons pas rester indifférents face à ce nouveau désastre qui continue à transformer la mer Méditerranée en cimetière.

En avril 2019, solidarité et indignation ont été manifestées lors de l’événement organisé au Palais de l’Europe par la Cellule de veille - migrations de la Conférence des OING, sponsorisé par la Commission des migrations et des réfugiés et des personnes déplacées de l’Assemblée Parlementaire du Conseil de l’Europe. Les nombreux participants ont *« appelé les gouvernements concernés et l’UE à faire le nécessaire pour que les problèmes complexes de migration n’entraînent plus la criminalisation de celles et ceux qui assistent les personnes en détresse »*.

Face à ces nouveaux cas de "délit de solidarité", la cellule de veille de la Conférence des OING appelle au respect de l’Etat de droit et demande l’annulation des charges contre Pia KLEP, capitaine du Sea Watch 3, accusée par la justice italienne de complicité d’immigration illégale entre 2016 et 2017.

Les autorités nationales comme les institutions intergouvernementales devraient se souvenir qu’un progrès « civilisationnel » n’est possible que par la participation de la société civile et l’engagement de la population en faveur des droits humains, de la démocratie et de l’Etat de droit. C’est le moment de le démontrer en s’accordant sur une réponse commune et efficace pour une gestion de l’accueil des migrants qui prend comme boussole la dignité de la personne humaine.

Strasbourg le 5 juillet 2019